



Rapport de Sébastien Paquette, coordonnateur du CQSU
Pour le congrès de l'AFPC-Québec de 2021

Formation multicontenu pour le secteur universitaire

Au cours des dernières années, le CQSU a travaillé avec les conseillers responsables du dossier, dans le but de maintenir la formation multicontenu, de tenter de l'améliorer, et de la mettre à jour au gré des besoins particuliers des membres. Cette formation est la seule offerte qui réponde pleinement aux besoins des nouveaux élus dans les sections locales, soit une introduction la plus poussée possible, sur plusieurs sujets essentiels, et offerte en deux jours. Autrement dit, une formation syndicale (parfois la première) qui donne les outils aux membres des exécutifs pour faire leur travail au cours de leur mandat, qui dure souvent une année. Bien sûr, nous avons dû nous adapter en raison de la pandémie.

Comités du Conseil québécois

J'ai siégé au comité d'éducation du Conseil québécois depuis le début de mon premier mandat, en 2017. Je dois signaler qu'au cours des dernières années, le plus grand obstacle qui nous a empêchés d'offrir toutes les formations dont nos membres auraient besoin, c'est le manque de financement.

J'ai participé au comité de révision des statuts de l'AFPC-Québec. Il s'agissait de réviser les statuts et de proposer des mises à jour, afin de les harmoniser aux statuts du national, qui ont été modifiés au congrès de 2018.

Je siège maintenant au comité des finances. Nous avons eu des discussions fort productives afin de préparer le budget qui sera présenté au congrès de l'AFPC-Québec de 2020.

J'ai participé récemment au comité ad hoc pour repenser les comités des jeunes de l'AFPC-Québec, afin de les mobiliser et de faire en sorte qu'ils deviennent actifs.

Conférences et rencontres

Mes collègues et moi avons participé à la conférence des SLCD, en novembre 2018, ainsi qu'à la table ronde des négociations du secteur universitaire, en mars 2019. Ces rencontres, promises lors du congrès national de 2018, où les représentants des SLCD avaient été presque unanimement choqués. Durant ces rencontres, les SLCD ont pu exprimer les points que l'AFPC pouvait améliorer pour mieux les représenter et améliorer les relations mutuelles. Une idée ressort de façon commune : les SLCD doivent avoir être représentées au CNA, afin d'être entendues lorsque des décisions les concernant sont prises.

Il reste encore beaucoup de travail à faire pour rapatrier les services dans les bureaux régionaux plutôt qu'au bureau central d'Ottawa, car la proximité rend les services plus efficaces, même à ressources égales.

Au cours de la dernière année, à l'initiative de notre VPER, Yvon Barrière, nous avons aussi participé à deux rencontres avec la Section de la représentation. Ces rencontres ont permis d'échanger, de façon mutuellement constructive, afin d'améliorer le traitement des griefs envoyés à l'arbitrage.

Rencontres précongrès

Le CQSU a organisé, avant les congrès des trois dernières années, des rencontres précongrès pour ses membres et pour le secteur universitaire. Le but de ces rencontres était d'échanger sur les résolutions soumises et sur les impacts qu'elles auraient sur nos membres.

CSÉE

En août 2019, j'ai été délégué au congrès de la Coalition des syndicats d'employé-e-s étudiant-e-s (CSEE). Il s'agit d'une coalition nord-américaine, qui est présentement en redéfinition. Le but est d'établir des contacts avec des syndicats universitaires nord-américains, toutes centrales confondues, et d'ailleurs dans le monde en vue de faire du lobbying et de la mobilisation pour favoriser la syndicalisation dans les universités. Le fait d'échanger avec nos collègues américains nous fait réaliser que leur situation est peut-être pire que la nôtre, et aussi que cette horreur d'hypocrisie qu'est la loi « right to work » pourrait bien s'étendre au nord de la frontière, telle une infection, si on ne fait pas attention.

FTQ

En mai et juin 2018, j'ai eu le privilège de participer au collège Fonds FTQ. Il s'agit d'une formation en résidence de cinq semaines, où on a abordé le syndicalisme dans le cadre plus large de la société qui nous nous entoure.

J'ai participé au congrès de la FTQ en novembre 2019. J'ai eu l'occasion, entre autres, de défendre une résolution pour mettre à jour la campagne Minimum 15 \$, pour laquelle j'avais donné une entrevue à la radio CKIA-FM la semaine précédente. J'ai aussi siégé au comité des commissions, qui portait principalement sur la numérisation de l'économie. Ce sujet avait été abordé lors de la rencontre du comité d'éducation élargi de la FTQ, en septembre 2019, auquel je représentais l'AFPC-Québec.

Réforme du PEQ

La troisième mouture de cette réforme est entrée en vigueur en mai 2020. Depuis ce moment, le gouvernement de la CAQ refuse systématiquement toute forme de discussion sur le sujet. Le CQSU s'est joint à la mobilisation pour s'opposer à cette réforme injuste. Pour beaucoup de travailleuses, travailleurs, étudiantes et étudiants qui étaient déjà au Québec avant cette réforme, il s'agissait tout simplement d'une trahison. Le Québec est allé à l'étranger leur faire miroiter le PEQ pour les attirer, et ensuite, une fois installés dans la province, la réforme sauvage vient leur dire que le projet dans lequel ils se sont investis sera renié par le gouvernement. Les délais pour une demande sont allongés de quelques années, l'expérience de travail pendant les études n'est plus reconnue, la clause de droit acquis a été faite pour en exclure presque tout le monde. La mobilisation continue et va peut-être perdurer jusqu'à la prochaine campagne électorale.

Minimum 15 \$

J'ai participé plus activement à la campagne Minimum 15 \$, surtout dans la dernière année. Cet objectif initial sera atteint d'ici quelques années, non pas grâce à des mesures appropriées des gouvernements, mais plutôt par le rattrapage de l'inflation. Pendant ce temps, l'écart entre le salaire minimum légal et le salaire minimum nécessaire se creuse. C'est pourquoi un nouvel objectif sera défini au courant de 2021. Je souhaite que nous appuyions toutes et tous la mise à jour de cette campagne, qui vise à sortir les gens de la pauvreté. C'est un enjeu de justice sociale.

Systeme de paye Phénix et autres

Bien que les membres du secteur universitaire ne soient pas touchés par les ratés du système de paye Phénix, nous sommes solidaires de nos confrères et consœurs de la fonction publique fédérale, qui sont aux prises avec cet oiseau de malheur depuis maintenant quatre ans. J'ai participé, dans la mesure du possible, aux mobilisations sur le sujet, et j'ai plusieurs collègues qui ont fait de même. Nous avons fait ce que nous pouvions pour appuyer la cause, et il va sans dire que nous continuerons de le faire.

J'ai aussi participé à des manifestations d'appui de sections locales en négociation ou en difficulté. Il y a notamment les manifestations à l'aéroport de Montréal, à la suite des actes de lâcheté de son administration, envers nos confrères et consœurs qui travaillaient à l'accueil.